

---

## Les États-Unis

### Changement de cap en politique étrangère

*Jonathan Paquin et Anessa L. Kimball\**

---

Au cours de sa première année au pouvoir, le président Obama a amorcé plusieurs changements dans l'orientation de la politique étrangère des États-Unis. Que l'on pense à la transformation de la stratégie américaine dans la lutte contre les « insurgés », à l'établissement d'un nouveau dialogue avec l'Iran et la Russie, ou à l'interdiction formelle de la torture, toutes ces questions ont constitué des étapes importantes vers le rétablissement de la réputation des États-Unis dans le monde<sup>1</sup>. Cependant, l'Administration Obama est loin d'avoir relevé tous les défis qu'elle s'était donnés, comme mettre fin à la guerre en Irak ou instaurer une politique d'ouverture envers les pays officiellement étiquetés membres de « l'axe du mal » par l'administration précédente.

Ce chapitre analyse l'état actuel des opérations militaires américaines en Afghanistan et en Irak et examine la mise en œuvre de l'approche multilatérale de l'Administration Obama dans ses rapports avec le Canada,

---

\* *Professeurs adjoints au Département de science politique de l'Université Laval et professeurs associés à l'Institut québécois des hautes études internationales (HEI).*

Les auteurs aimeraient remercier Hugo Hardy pour la traduction d'une partie de ce chapitre et Samuel Murray pour l'assistance à la recherche.

les alliés européens et la Russie. Il traite également de la stratégie de la main tendue à l'Iran et à la Corée du Nord et explore finalement l'enjeu des élections législatives de mi-mandat en 2010, qui serviront de référendum à la politique étrangère de l'Administration Obama<sup>2</sup>.

## **1. Un nouveau départ en politique étrangère**

Lors de son entrée en fonction comme 44<sup>e</sup> président des États-Unis, Barack Obama a proposé aux Américains un nouveau départ en politique étrangère. En quoi consiste exactement ce nouveau départ ?

L'Administration Obama a une approche résolument multilatérale en politique étrangère. Cette position contraste avec la tendance néoconservatrice du président Bush, qui fut particulièrement présente lors de son premier mandat de 2001 à 2005. Le message du président Obama est simple : les États-Unis sont disposés à écouter, à consulter et à coopérer. La puissance militaire n'est pas en mesure, à elle seule, de régler les problèmes internationaux et de défendre les intérêts des États-Unis. Selon l'Administration Obama, l'usage de la force de manière unilatérale est contre-productif et mine la crédibilité et la légitimité des États-Unis.

La politique étrangère du président Obama se base sur un constat, à savoir que les relations internationales se complexifient et que les centres de pouvoir internationaux se multiplient. En conséquence, les États-Unis doivent s'adapter et travailler en partenariat avec l'ensemble des acteurs sur la scène internationale pour trouver des solutions aux problèmes mondiaux.

La secrétaire d'État, Hillary Clinton, mentionnait lors d'un énoncé de politique étrangère devant le Council on Foreign Relations que le concept de *smart power* allait dorénavant guider la diplomatie américaine. S'il faut en croire Hillary Clinton, les États-Unis auront recours de manière « intelligente » à tous les moyens dont ils disposent pour parvenir à leurs objectifs, tout en gardant à l'esprit qu'aucune nation ne peut régler à elle seule les problèmes internationaux<sup>3</sup>. Critiquant au passage l'administration précédente, la secrétaire Clinton précisait : « Nous ne dirons pas à nos partenaires : 'C'est à prendre ou à laisser', ni non plus qu'ils sont soit avec nous, soit contre nous<sup>4</sup> ».

Depuis janvier dernier, nous assistons bel et bien à un nouveau départ en politique étrangère, qui se reflète non seulement dans les

intentions de l'Administration Obama, mais aussi dans ses prises de décision, comme en témoignent les transformations récentes dans la guerre menée contre les insurgés.

L'Administration Obama a en effet pris une orientation différente de celle de l'administration précédente dans le dossier de la « lutte contre les insurgés ». En dissociant le conflit en Irak du conflit en Afghanistan, la Maison-Blanche espère rassurer ses alliés de l'OTAN et stimuler leur participation au conflit afghan<sup>5</sup>. Le président Obama a aussi travaillé pour accroître la transparence de la coordination des efforts antiterroristes avec ses alliés. L'échange de renseignements au niveau international est véritablement devenu une voie à double sens, alors que sous l'Administration Bush, la Maison-Blanche communiquait peu de renseignements même à ses principaux alliés, ce qui suscitait de virulentes critiques<sup>6</sup>.

### **A. La guerre *Af-Pak***

Depuis le 20 janvier dernier, la guerre afghano-pakistanaise, baptisée la guerre *Af-Pak*, est la priorité de la Maison-Blanche en politique étrangère. Ce conflit monopolise l'énergie de la nouvelle administration à tel point que la guerre en Irak, qui fut au cœur de la politique étrangère du président Bush de 2003 à 2008, se retrouve maintenant dans l'ombre de celle menée en Afghanistan<sup>7</sup>.

La stratégie mise de l'avant par le président Obama en Afghanistan diffère de celle poursuivie par son prédécesseur. D'abord, le président Obama est pragmatique et ne se fait pas d'illusion quant à la possibilité d'instaurer une démocratie « à l'américaine » en Asie centrale, un objectif qui était pourtant cher aux néoconservateurs de l'Administration Bush<sup>8</sup>. La promotion de la démocratie, de la bonne gouvernance et des droits de la personne en Afghanistan fait partie des valeurs défendues par l'Administration Obama, mais leur mise en œuvre en terre afghane n'est plus considérée comme une condition au retrait des soldats américains.

L'Administration Obama a également procédé à une évaluation réaliste de l'évolution de la guerre en Afghanistan, pour conclure que les États-Unis n'étaient pas sur le chemin de la victoire et qu'une révision de la stratégie américaine était nécessaire<sup>9</sup>. Cette prise de conscience a donné lieu à l'élaboration d'une nouvelle stratégie, la *Af-Pak policy*, dévoilée par le président en mars 2009<sup>10</sup>. L'objectif premier de cette stratégie est l'élimination des insurgés talibans et des cellules terroristes d'Al-Qaïda

opérant à la frontière afghano-pakistanaise. Ceux-ci représentent une menace directe à la sécurité nationale des États-Unis et de leurs alliés. Ce recadrage de la stratégie américaine ne peut cependant être réalisé sans des conditions minimales de stabilité en Afghanistan et au Pakistan. Ainsi, la *Af-Pak policy* prévoit un certain nombre de mesures pour réunir ces conditions.

Sur le plan militaire, l'Administration Obama a déployé 4 000 soldats de la 82<sup>e</sup> division aéroportée pour accélérer la formation des forces de sécurité afghanes. L'objectif est de former 134 000 soldats et 82 000 policiers afghans d'ici 2011<sup>11</sup>. À cela, il faut ajouter 17 000 soldats déployés en début d'année, pour un total de 21 000 soldats américains supplémentaires en Afghanistan cette année. À l'automne 2009, les États-Unis auront environ 60 000 soldats en Afghanistan, ce qui représente les deux tiers des troupes étrangères déployées dans le pays<sup>12</sup>. Notons que les États-Unis fournissent le plus important contingent de soldats de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dirigée par l'OTAN et qu'ils maintiennent également un contingent de soldats en marge de la FIAS, évoluant au sein de l'opération *Enduring Freedom* dirigée par le United States Central Command (CENTCOM), dont le général David Petraeus est l'actuel commandant<sup>13</sup>.

La guerre en Afghanistan, qui avait pris une ampleur internationale en 2003 avec la prise en charge par l'OTAN de la mission de reconstruction du pays, est en voie de redevenir une guerre américaine. La démonstration de force de l'armée américaine contre les insurgés talibans dans la province d'Helmand qui a cours depuis le printemps 2009, baptisée opération *Strike of the Sword*, reflète bien cette nouvelle dynamique. Cette opération militaire d'envergure est la plus importante à survenir en Afghanistan depuis l'invasion du pays en 2001. Elle s'inscrit dans une stratégie qui consiste à augmenter l'intensité de l'offensive contre les insurgés afin d'accroître le rapport de force de Washington avant de négocier un retrait des troupes<sup>14</sup>. Le recours de plus en plus fréquent à des avions sans pilotes (les drones) par la CIA pour mener des attaques clandestines contre les insurgés en territoire pakistanais indique par ailleurs un déplacement du conflit vers la zone frontalière pakistanaise<sup>15</sup>.

Sur le plan diplomatique, l'Administration Obama tend la main aux talibans modérés dans le but d'isoler les insurgés et de favoriser la réconciliation nationale afghane. Notons qu'une stratégie semblable fut mise de l'avant par le général Petraeus en Irak en 2007-2008 et qu'elle a

permis un rapprochement entre le gouvernement de Bagdad et les milices sunnites irakiennes<sup>16</sup>. Une telle stratégie aurait été impensable il y a quelques années à peine, à l'époque où le mantra « We don't talk to evil » était de bon aloi à Washington.

Cette stratégie de la main tendue fut saluée par le président afghan Hamid Karzaï. Un récent sondage mené par *ABC News*, la *BBC* et la chaîne allemande *ARD* indique d'ailleurs que 64 % des Afghans sont favorables à des négociations de paix avec les talibans et à l'inclusion de ceux-ci dans le gouvernement national en échange de la cessation des combats<sup>17</sup>.

Une autre mesure diplomatique proposée par l'Administration Obama concerne la mise sur pied d'un groupe de consultation pour l'Afghanistan. Ce groupe inclurait non seulement les alliés de l'OTAN, mais aussi des États d'Asie centrale et du golfe Persique, comme l'Inde, la Chine, la Russie et l'Iran, afin de trouver une solution au conflit. Ce groupe de consultation demeure cependant à l'état embryonnaire et plusieurs observateurs à Washington jugent cette idée naïve compte tenu des divergences politiques existantes entre les États identifiés par l'Administration Obama<sup>18</sup>.

Sur le plan géostratégique, l'*Af-Pak policy* place le Pakistan au centre de la guerre contre les talibans, et pour cause. Le centre décisionnel des insurgés talibans et des cellules terroristes d'Al-Qaïda est localisé au Pakistan, dans les environs de Quetta, la capitale du Baloutchistan, et dans la région tribale du Waziristan. Il est maintenant clair que les problèmes de sécurité en Afghanistan sont directement liés à ceux du Pakistan. Dans un numéro récent de *Foreign Affairs*, Fotini Christia et Michael Semple indiquaient : « Que cela vous plaise ou non, les dirigeants, les commandants, les agents de recrutement, les financiers et les familles qui sont responsables de l'insurrection en Afghanistan sont principalement basés au Pakistan, loin de la zone des conflits<sup>19</sup> ». Ce problème est d'autant plus important que le Pakistan est une puissance nucléaire et que la proximité géographique entre les cellules terroristes et les installations nucléaires pakistanaïses représente une menace de premier ordre pour Washington. Au printemps 2009, des insurgés talibans ont pris le contrôle de la région de Swat au Pakistan, à 100 kilomètres d'Islamabad. Bien que ces insurgés aient été finalement repoussés par l'armée pakistanaïse au cours de l'été, la crainte de voir le programme nucléaire pakistanaïse entre les mains d'islamistes radicaux inquiète au plus haut point l'Administration Obama.

Malgré le problème que représente le Pakistan depuis plusieurs années, l'attention de Washington et les ressources investies depuis les attentats du 11 septembre 2001 ont surtout été concentrées en Afghanistan et non au Pakistan. L'Administration Obama entend maintenant remédier partiellement à ce problème en triplant l'aide au développement versée au Pakistan. L'*Af-Pak policy* prévoit un plan d'aide au Pakistan de 1,5 milliard par année pour une période de cinq ans. Ce plan, qui a été entériné par les deux chambres du Congrès américain en mai et en juin derniers, a pour objectif de renforcer les institutions politiques pakistanaïses et d'améliorer les infrastructures du pays. En favorisant le développement du Pakistan, la Maison-Blanche veut lutter contre un contexte socio-économique favorisant la radicalisation des mouvements religieux et l'éclosion de cellules terroristes.

Malgré le fait que la stratégie *Af-Pak* ait été bien reçue à Washington, dans les capitales occidentales, ainsi qu'à Kaboul et Islamabad, certaines difficultés pointent déjà à l'horizon dans son application. Premièrement, malgré le rythme accéléré de la formation de l'armée afghane, il faudra des années avant que cette dernière soit autonome et efficace sur l'ensemble du territoire. Deuxièmement, le nombre de soldats américains responsables de la contre-offensive dans le sud de l'Afghanistan est insuffisant, comme l'indiquaient récemment les responsables militaires du département de la Défense<sup>20</sup>. Troisièmement, malgré un dialogue amorcé avec ses alliés de l'OTAN lors du Sommet de l'alliance en avril 2009, le président Obama peine à obtenir un renouvellement de leur engagement en Afghanistan pour mener à bien sa « nouvelle » mission dans le pays. Finalement, la main tendue aux talibans modérés est une stratégie qui risque d'échouer, parce que ces « modérés » ne constituent pas un groupe défini. Avec qui exactement la Maison-Blanche croit-elle pouvoir négocier ? Qui sont ces représentants modérés ? Et pour quelle raison les talibans seraient-ils intéressés à négocier avec Washington alors qu'ils se croient maintenant en mesure de vaincre les troupes de la coalition<sup>21</sup> ?

Moins d'un an après son entrée en fonction, l'Administration Obama a su laisser son empreinte sur la guerre en Afghanistan, et cette dernière se retrouve maintenant au centre de sa politique étrangère. Comme le notait récemment Morton Abramowitz, cette guerre risque de définir l'héritage d'Obama en relations internationales<sup>22</sup>. Selon une estimation de la Maison-Blanche, les dépenses militaires pour la guerre afghano-pakistanaïse se sont accrues de 60 % en 2009 par rapport à l'année

2008<sup>23</sup>. Au rythme où les choses semblent vouloir aller, la guerre en Afghanistan, débutée il y a huit ans, est en phase de devenir la guerre la plus longue de l'histoire des États-Unis.<sup>24</sup>

### **B. Vers la fin des opérations de combat en Irak en 2010 ?**

Depuis le début des opérations de combat en mars 2003, plus de 4 000 soldats américains ont perdu la vie en Irak<sup>25</sup>. Mais certains indices laissent croire que la situation s'améliore. Par exemple, entre 2007 et 2008, le nombre de soldats tombés au combat a diminué de 30 %, quoique juin et juillet 2009 ont été parmi les mois les plus violents du conflit (vraisemblablement en raison du retrait prévu d'une partie des troupes américaines<sup>26</sup>).

Peu de temps après son entrée en fonction, le président Obama a annoncé sa stratégie pour l'Irak, consistant à « mettre fin de manière responsable à la guerre ». Obama insiste de plus en plus sur le fait que le temps est venu pour les Irakiens de reprendre leur avenir en main, et tous les indices montrent qu'il a l'intention de suivre l'échéancier de dix-huit mois qu'il s'est fixé pour le retrait graduel des troupes américaines, les faisant passer de 140 000 à un nombre oscillant entre 35 000 et 50 000 soldats d'ici août 2010<sup>27</sup>. Les troupes restantes se verraient assignées à de nouvelles tâches, comme entraîner, équiper et conseiller les forces de sécurité irakiennes, et leur mission se terminerait définitivement à la fin de l'année 2011. Cela dit, Obama s'est gardé une certaine marge de manœuvre en affirmant que le retrait des troupes américaines était subordonné à l'augmentation des forces de sécurité irakiennes, pour protéger les populations locales, et à d'importantes réformes politiques, comme la réintégration des sunnites dans le gouvernement.

Cependant, au mois de mai 2009, l'Administration Obama n'avait toujours pas mené le processus de révision de la stratégie en Irak (déjà achevé pour l'Afghanistan) qu'elle avait promis<sup>28</sup>. Christopher Hill, par exemple, n'a été confirmé dans sa fonction d'ambassadeur en Irak qu'en avril 2009, soit près de trois mois après l'entrée en fonction d'Obama<sup>29</sup>.

En dépit de ces contraintes structurelles (celle de la nomination officielle et celle des processus d'examen stratégique), le président américain a clairement affirmé que l'avenir de l'Irak était inextricablement lié à la question de la sécurité au Moyen-Orient et qu'une implication des

partenaires régionaux était nécessaire. Les États-Unis veulent ainsi obtenir la coopération des voisins de l'Irak, en particulier l'Iran et la Syrie, sans laquelle la stabilité de la région ne pourrait être garantie. Cette reconnaissance des acteurs régionaux comme joueurs légitimes dans le jeu politique constitue une importante différence par rapport aux stratégies favorisées par l'administration précédente. Cependant, malgré ce changement de stratégie et le retrait militaire annoncé, la capacité du gouvernement irakien à assurer la sécurité du pays à court ou moyen terme, avec un appui minimum de l'armée américaine, demeure incertaine.

Les Irakiens eux-mêmes sont d'ailleurs divisés sur la question, certains appuient le retrait des Américains tandis que d'autres craignent que les violences augmentent à la suite du retrait<sup>30</sup>. Lors d'un sondage réalisé en Irak par *ABC News*, la *BBC* et la chaîne japonaise *NHK* en février 2009, près de 84 % des répondants se sont déclarés optimistes par rapport à la sécurité de la région qu'ils habitent, mais 20 % ont affirmé que leur sécurité personnelle demeurerait un problème (un chiffre élevé, mais inférieur aux 48 % obtenus en mars 2007<sup>31</sup>). Plus importante est l'augmentation de la confiance des Irakiens envers leur gouvernement. Tandis qu'en août 2007, seulement 39 % des Irakiens avaient confiance dans la police, l'armée et le gouvernement de leur pays, les résultats du plus récent sondage indiquent que 60 % des répondants ont maintenant confiance dans le gouvernement irakien. Toutefois, derrière ce taux de confiance à la hausse se cache un écart de confiance important entre les chiites, les sunnites et les Kurdes. En effet, si le taux de confiance des Kurdes et les chiites est respectivement de 63 % et 73 %, il n'est que de 39% pour les populations sunnites.

Par ailleurs, presque deux répondants sur trois ont affirmé croire que la démocratie pouvait fonctionner en Irak, une opinion partagée toutefois par seulement 45 % des sunnites. Ainsi, ce sondage montre une division dans la perception qu'ont les principaux groupes religieux du gouvernement irakien et de l'avenir politique du pays. Il faut également considérer que près de 60 % des répondants au sondage ont affirmé que les provinces kurdes devraient être administrées séparément du gouvernement central, et plus de 80 % des répondants, kurdes et non kurdes, ont affirmé que les Kurdes devraient se séparer de l'Irak.

Ainsi, ce serait une erreur de croire que les considérations de politique interne en Irak ont moins d'influence qu'auparavant sur la



conduite de la guerre américaine menée dans le pays. En effet, la stratégie américaine de retrait dépend des performances du gouvernement irakien et de l'unité du pays. Considérant que les Irakiens sont divisés sur plusieurs enjeux dont la confiance envers le gouvernement et le retrait des soldats américains, il y a fort à parier que la Maison-Blanche aura de la difficulté à mettre en application son plan de retrait dans les délais annoncés.

## **2. Les multiples « mains tendues » de l'Administration Obama**

Au cours de la dernière année, le Conseil de sécurité nationale et le département d'État ont fait face à plusieurs défis de taille dans la mise en œuvre de la stratégie diplomatique du président Obama qui consiste à amorcer et/ou à intensifier le dialogue avec l'étranger dans un esprit de coopération multilatérale. La présente section aborde trois de ces défis : 1) la coopération avec la Russie dans un contexte politique tendu ; 2) l'établissement d'une base de dialogue avec l'Iran en prévision de futures négociations sur le programme nucléaire iranien ; 3) la gestion du problème récurrent que représente la Corée du Nord.

### **A. Rétablir les relations avec la Russie**

Les relations russo-américaines ont été considérablement assombries sous l'Administration de George W. Bush par l'adoption d'une multitude de politiques contradictoires. D'une part, l'Administration Bush s'est retirée unilatéralement du Traité sur les missiles antimissiles balistiques en décembre 2001 (sous prétexte de violations des droits de la personne par la Russie en Tchétchénie<sup>32</sup>) et la Maison-Blanche a entraîné l'armée géorgienne au grand déplaisir de Moscou. D'autre part, cette même administration a soutenu l'adhésion de la Russie à l'OMC et au G8 et a encouragé l'approfondissement des relations entre l'OTAN et la Russie. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les relations russo-américaines avaient besoin d'un nouveau départ avec l'élection de Barack Obama.

L'expiration imminente du Traité sur la réduction des armes nucléaires stratégiques START fournit à l'Administration Obama une occasion exceptionnelle de revoir la structure actuelle de la sécurité européenne et de relancer la coopération avec le gouvernement russe.

L'appui géopolitique russe est nécessaire pour faire face à plusieurs problèmes régionaux importants, comme la prolifération nucléaire (en Iran et en Corée du Nord), la sécurité énergétique, la souveraineté de l'Arctique et la lutte au crime organisé ou aux insurgés. Mais cette volonté de l'Administration Obama d'accroître la coopération avec le président Medvedev pourrait être gênée par de nombreuses questions qui divisent Moscou et Washington, telles que la défense antimissile balistique en Europe et l'élargissement de l'OTAN. L'Administration Obama devra donc choisir judicieusement la manière dont elle cherchera à obtenir la coopération de la Russie dans certains domaines. La prudence de la Maison-Blanche s'est déjà manifestée par son offre de report du déploiement du bouclier antimissile basé en Europe en échange de l'aide de la Russie dans la prévention de la prolifération nucléaire en Iran<sup>33</sup>. Certains progrès ont déjà été réalisés lors de la rencontre entre le président Obama et le premier ministre Poutine au début de juillet 2009. Cette rencontre a donné lieu à plusieurs accords, dont l'engagement ferme de renégocier le START en visant une diminution de 25 % de l'arsenal nucléaire et un accord sur la coordination de leurs armées lors d'interventions militaires conjointes<sup>34</sup>.

L'Administration Obama aura sans doute du mal à trouver un juste équilibre entre la coopération d'un gouvernement russe méfiant et la préservation de l'équilibre géopolitique actuel en matière de sécurité en Europe. Par exemple, la coopération de la Russie à la lutte contre les insurgés en Afghanistan et contre la prolifération nucléaire en Iran ne peut conduire en retour à un appui américain aux ambitions russes en Tchétchénie ou aux politiques agressives de Moscou en matière de sécurité énergétique. L'Administration Obama devra donc coordonner ses efforts dans les grands forums internationaux, comme l'ONU, l'OTAN, l'OSCE, le G8 et le groupe des six (dont les discussions sont actuellement au point mort<sup>35</sup>) pour maintenir cet équilibre précaire dans les relations avec la Russie.

### **B. Un dialogue avec l'Iran ? Au-delà des simples discours**

Le président Obama a vigoureusement défendu la nécessité d'entamer un nouveau dialogue avec l'Iran sur la question du nucléaire. Plus largement, ce nouveau dialogue vise la création d'un nouveau « partenariat » avec le monde musulman<sup>36</sup>. Plusieurs indices montrent par ailleurs que les

Iraniens eux-mêmes désirent une relation différente avec leur propre gouvernement, après les violences ayant entouré les élections présidentielles de juin 2009. Malgré la confirmation de l'apparente réélection du président Mahmoud Ahmadinejad par les gardiens de la constitution et par le guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, les allégations de fraude électorale sont très répandues, allant de l'intimidation aux bulletins de vote falsifiés ou excédant le nombre d'électeurs inscrits<sup>37</sup>. Dans les jours qui ont suivi l'annonce de cette réélection, des partisans du parti réformiste et de son candidat, Mir Hussain Moussavi, sont descendus dans les rues pour protester contre les résultats. En guise de réponse, la police et les forces de sécurité iraniennes ont violemment réprimé et dispersé les manifestants, causant la mort d'au moins dix-neuf personnes.

L'Administration Obama a exprimé une opinion très nuancée au sujet du régime iranien dans la période postélectorale. Lors des manifestations à Téhéran, la Maison-Blanche a réagi de manière modérée afin de ne pas donner au gouvernement iranien un prétexte pour réprimer les manifestants (en démontrant, par exemple, que Washington soutient et incite les protestataires) et pour ne pas ruiner les chances de dialogue avec le régime au sujet de son programme nucléaire. Au moment de la répression, cependant, la Maison-Blanche a durci sa position, se disant « consterné et indigné par les violences » et prévenant le gouvernement iranien que le monde entier surveillait ses gestes<sup>38</sup>.

En marge de ce soulèvement populaire dans les rues de Téhéran, le président Ahmadinejad continue d'affirmer que son programme nucléaire est indispensable à la sécurité du pays, tout en affichant un certain intérêt pour un renouvellement du dialogue avec les États-Unis. Chose certaine, étant donné l'agitation qui a suivi les récentes élections iraniennes, le président iranien devra consacrer beaucoup d'énergie à la réunification du pays avant de pouvoir retourner à son programme ambitieux en politique étrangère.

Le président Obama utilisera peut-être la division créée par les protestations pour encourager le président Ahmadinejad à revoir sa position sur la question de la prolifération nucléaire. En effet, les divisions internes forcent parfois les dirigeants politiques à favoriser une plus grande coopération internationale<sup>39</sup>. Le candidat défait à la présidence iranienne, Hussain Moussavi, a admis que, bien que le droit iranien à l'énergie nucléaire était non négociable, la diversification du

programme de l'Iran en vue de se doter de l'arme nucléaire était, elle, négociable<sup>40</sup>.

Quelles que soient les ambitions nucléaires du régime iranien, l'Administration Obama devra mettre à contribution la participation des États voisins de l'Iran qui s'opposent au programme nucléaire de Téhéran, tels que l'Irak, la Syrie et la Russie. Toutefois, mettre sur pied une coalition solide face à l'Iran sur la base de quelques points d'entente ne sera pas une mince affaire. Si les États-Unis réussissent à créer une telle coalition, ils devront ensuite négocier et mettre en œuvre un accord crédible engageant l'Iran à renoncer à son programme nucléaire, ou du moins à son arsenalisation, une tâche qui risque d'être beaucoup plus difficile que de convaincre l'Iran d'entrer dans le jeu de la négociation.

### **C. La Corée du Nord : un problème récurrent**

La Corée du Nord a adopté un ton plus agressif envers les États-Unis depuis sa tentative de lancement d'un missile balistique intercontinental au début d'avril 2009. La peur de perdre son influence régionale et mondiale sous l'effet de la récession, et les problèmes de politique interne qu'occasionne la question de sa succession, expliqueraient l'attitude récente du dirigeant nord-coréen Kim Jong-Il. Le grand défi pour l'Administration Obama sera de poursuivre sa politique d'ouverture envers Pyongyang tout en maintenant une pression diplomatique sur le régime. Toutefois, la tâche s'annonce ardue pour la Maison-Blanche. En juillet 2009, la Corée du Nord a fait savoir qu'elle ne reprendrait pas les discussions avec le groupe des six, prétextant « la conduite profondément anti-nord-coréenne » des États-Unis<sup>41</sup>. Dans ce contexte, la liste des actions possibles est courte et peu encourageante. D'abord, les États-Unis pourraient choisir d'engager des discussions bilatérales avec Pyongyang mais cela aurait probablement pour effet d'irriter la Chine et la Corée du Sud. Ensuite, l'Administration Obama pourrait tenter d'adopter des mesures plus dures au Conseil de sécurité de l'ONU mais de telles mesures seraient probablement bloquées par la Chine, la seule grande puissance qui maintient encore des rapports cordiaux avec Pyongyang. Quant à l'idée d'offrir de l'aide économique au gouvernement nord-coréen pour lui forcer la main, cela serait difficilement compatible avec les sanctions actuelles. Finalement, recourir à la force militaire demeure une alternative

peu réaliste pour les États-Unis considérant les coûts humains, économiques et militaires qu'engendrerait une telle intervention.

La santé précaire du dirigeant nord-coréen est une autre source de problèmes pour l'Administration Obama. Le président nord-coréen aurait en effet été victime d'un accident vasculaire cérébral en août 2008. Au début de juin 2009, le dirigeant nord-coréen a annoncé que son plus jeune fils, Kim Jong-Un, héritera du pouvoir lors de son décès, ce qui a eu pour effet de déplaire à plusieurs hauts dirigeants du pays. La rumeur veut que Kim Jong-Un tente actuellement d'apaiser certains dirigeants du Parti des travailleurs coréens et des membres actuels de la coalition de son père (comme Jang Song-Theak le chef de la Commission de la défense nationale) s'il veut véritablement succéder à Kim Jong-Il.

Étant donné l'incertitude qui plane au sujet de la direction future du pays et considérant le retrait de la Corée du Nord des négociations avec le groupe des six, le problème nord-coréen est loin d'être réglé. Certains critiques croient que la Corée du Nord pourrait être le premier vrai test pour la politique d'ouverture d'Obama<sup>42</sup>. La plupart d'entre eux reconnaissent toutefois que le nouveau président a hérité d'une situation difficile et qu'à ce titre il ne peut être tenu responsable des actions et des décisions de l'administration précédente.

### **3. La coopération canado-américaine**

En choisissant le Canada pour effectuer sa première visite à l'étranger en février dernier, le président Obama a renoué avec une tradition qui avait été abandonnée par George W. Bush en 2001. Lors de cette visite, l'Administration Obama a manifesté sa volonté d'intensifier la coopération bilatérale avec le Canada dans les domaines d'intérêts mutuels tels que la sécurité frontalière, l'économie nord-américaine et la lutte contre le terrorisme<sup>43</sup>. S'il faut en croire un récent sondage, la Maison-Blanche bénéficie d'un contexte favorable pour intensifier la coopération avec le Canada. En effet, un sondage EKOS indiquait récemment que pour la première fois en près de dix ans, les Canadiens sont favorables à une collaboration accrue avec les États-Unis<sup>44</sup>.

### **A. La gestion de la frontière commune**

L'un des principaux enjeux dans les relations entre les deux pays concerne la gestion de leur frontière commune. Depuis le 11 septembre 2001, Washington a considérablement resserré les mesures de sécurité à la frontière, ce qui a accru le temps d'attente aux postes frontaliers et pénalisé les entreprises exportatrices. Avec des échanges commerciaux au quotidien qui totalisent plus de 1,5 milliard de dollars, les liens économiques entre le Canada et les États-Unis sont les plus importants entre deux États souverains. Malgré l'adoption au cours des dernières années de mesures pour alléger les coûts de transaction à la frontière, comme l'accord sur la « frontière intelligente » et la création du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP), le temps d'attente à la frontière occasionne toujours des pertes de l'ordre de 20 milliards de dollars par an pour les entreprises canadiennes<sup>45</sup>. Selon Christopher Sands, du Hudson Institute, cela s'explique par le fait que les mesures mises en place par Washington au lendemain du 11 septembre 2001 ont été uniformisées sans tenir compte de la diversité des transactions frontalières<sup>46</sup>.

Du côté américain, il est évident que la sécurité nationale a préséance sur le commerce international et que plusieurs politiciens à Washington considèrent que le Canada est trop souple dans ses politiques en matière de sécurité nationale et d'immigration. Malgré cette opinion formulée par certains politiciens en vue à Washington, la secrétaire américaine à la Sécurité intérieure, Janet Napolitano, a fait preuve d'ouverture en 2009 en signifiant sa volonté de réviser, conjointement avec le Canada, les politiques de gestion de la frontière.

Du côté canadien, Ottawa mise de plus en plus sur ses relations avec les membres du Congrès à Washington pour provoquer une révision des politiques frontalières. Considérant que trente-cinq États américains ont le Canada comme principal partenaire économique étranger, Ottawa pourrait arriver à rallier plusieurs sénateurs et représentants à sa cause afin de faire pression sur la Maison-Blanche pour une révision des politiques.

Si le président américain désire réellement accroître la coopération avec Ottawa, des efforts doivent être faits pour trouver un meilleur équilibre entre les impératifs de sécurité nationale et la prospérité économique à la frontière. À l'heure où l'économie nord-américaine est chancelante, une amélioration de la gestion de la frontière canado-américaine favoriserait certainement la reprise économique.

Une coopération accrue entre Washington et Ottawa pourrait également permettre d'institutionnaliser un périmètre de sécurité continental, lequel permettrait d'alléger le coût de transaction à la frontière en transférant certaines mesures de sécurité vers ce périmètre. La secrétaire à la Sécurité intérieure, Janet Napolitano, a exprimé récemment sa volonté d'étudier cette option, et le premier ministre Harper a déjà fait savoir qu'il est ouvert à une discussion sur le sujet. Un périmètre de sécurité nécessiterait cependant une harmonisation complète des politiques d'immigration, des systèmes de renseignement et de toutes les politiques reliées à la sécurité des deux États. C'est pour cette raison que le premier ministre Chrétien a initialement rejeté l'idée d'un périmètre en 2002. Ce projet était perçu par plusieurs Canadiens comme une menace à la souveraineté de leur pays<sup>47</sup>.

## **B. Le dossier afghan et la mission à Kandahar**

Le président Obama s'est bien gardé de demander au premier ministre canadien de renouveler la mission canadienne en Afghanistan au-delà de 2011, date prévue du retrait des 2 500 soldats canadiens. Bien que l'effort de guerre en Afghanistan soit un dossier de première importance à Washington, le président Obama s'est contenté, lors de sa visite à Ottawa en février dernier, de remercier les Canadiens pour leurs efforts déployés en Afghanistan depuis 2002. Peu de temps après la visite du président américain, le premier ministre canadien déclarait sur les ondes de *CNN* que les Occidentaux ne vaincraient pas l'insurrection des talibans par la force et qu'il comptait bel et bien retirer les troupes canadiennes du pays en 2011<sup>48</sup>. Cette déclaration en a surpris plusieurs à Ottawa et à Washington, car elle allait à l'encontre des objectifs poursuivis par l'Administration Obama en Afghanistan. En effet, la nouvelle stratégie *Af-Pak* de la Maison-Blanche nécessite non seulement un renouvellement des efforts mais une participation accrue des alliés à la guerre menée contre Al-Qaïda et les insurgés talibans.

Au cours du printemps, cependant, le gouvernement canadien a adopté un ton plus conciliant au sujet de la mission en Afghanistan. Le ministre de la Défense, Peter MacKay, a laissé entendre que le Canada pourrait renouveler sa mission dans le pays au-delà de juillet 2011, à condition que celle-ci porte sur le maintien de la paix et la reconstruction<sup>49</sup>. Il est donc possible que la nouvelle stratégie Obama pour

l'Afghanistan modifie le calcul politique à Ottawa. Une mission plus sécuritaire pour les soldats canadiens permettrait de limiter le nombre de décès tout en permettant au Canada de maintenir son influence au sein de l'OTAN et sa visibilité sur la scène internationale. Sur la scène politique canadienne, une telle mission aurait plus de chance d'obtenir l'aval de l'opinion publique et des parlementaires à Ottawa.

L'effort de persuasion de l'Administration Obama devra être de taille en 2010 si Washington souhaite réellement que ses alliés de l'OTAN maintiennent leur engagement en Afghanistan. Huit ans après le début des opérations militaires en Afghanistan, et après avoir perdu plus de 125 soldats dans le pays, les Canadiens comprennent toujours mal les raisons de leur engagement militaire dans le sud de l'Afghanistan. Les plus récents sondages indiquent que la majorité des Canadiens s'opposent à la mission de combat de leurs soldats et qu'un renouvellement de la mission reste impopulaire<sup>50</sup>. L'exemple du Canada reflète bien la complexité de la politique interne au sein des États membres de la coalition et les obstacles qui se dressent sur le chemin de l'engagement multilatéral en Afghanistan pour les années à venir.

### **C. Le passage du Nord-Ouest : vers un régime bilatéral ?**

La question du statut juridique du passage du Nord-Ouest est un enjeu central dans les relations canado-américaines en Arctique. En effet, le réchauffement climatique fait en sorte que le passage du Nord-Ouest est maintenant navigable en saison estivale, ce qui ouvre la voie au commerce international mais soulève également de nouveaux enjeux de sécurité dans le Grand Nord, tels que le terrorisme, le trafic de drogue et l'immigration illégale<sup>51</sup>.

En 2009, un différend juridique subsistait toujours entre Washington et Ottawa au sujet de ce passage. Le gouvernement canadien soutient qu'il se situe en eaux territoriales canadiennes et que le Canada a donc le droit d'adopter des lois qui régissent le passage des bateaux étrangers. Washington conteste cette position et maintient qu'il s'agit d'un passage international ouvert au trafic maritime et que le Canada ne peut donc avoir le plein contrôle dans la gestion de cette nouvelle voie maritime<sup>52</sup>.

Plusieurs experts soutiennent qu'au-delà de la question du statut juridique de ce passage, l'Administration Obama et le gouvernement canadien auraient tout intérêt à trouver une solution politique à leur



différend en adoptant, par exemple, une entente bilatérale accommodant les intérêts des deux gouvernements<sup>53</sup>. Cette entente pourrait éventuellement être élargie aux autres États nordiques. Brian Flemming, notamment, suggère que Washington et Ottawa établissent un régime bilatéral permettant de gérer le trafic maritime et la sécurité de cette région arctique<sup>54</sup>. Ce régime permettrait aussi d'assurer la protection de l'environnement et la gestion équitable des retombées économiques.

La gestion bilatérale de la sécurité du Grand Nord n'est pas un enjeu nouveau. Depuis la Seconde Guerre mondiale, Washington et Ottawa ont assuré une défense aérienne commune du continent, entre autres, par la création du NORAD. On peut donc dire qu'il est dans la culture diplomatique des deux pays de s'entendre sur les questions de sécurité nord-américaine, et la question du passage du Nord-Ouest ne fera probablement pas exception à cette tradition.

## **Conclusion**

### **A. L'avenir des relations transatlantiques**

La coopération transatlantique par le biais de l'OTAN a été une pierre angulaire de la sécurité nord-américaine au cours des soixante dernières années. Toutefois, étant donné que l'Union européenne devient de plus en plus indépendante en matière de sécurité et de diplomatie, on peut se demander si, et dans quelle mesure, cette indépendance remettra en cause le rôle de l'OTAN en Europe.

Alors que la capacité de l'Europe en matière de sécurité s'accroît considérablement, Bruxelles continuera-t-elle d'écouter les conseils de Washington en matière de sécurité européenne ? Est-ce que cette volonté de l'Union européenne d'avoir une architecture de sécurité commune et indépendante de l'OTAN remettra en question la structure même de l'alliance atlantique ? La question se pose. En officialisant le retour de la France au sein du commandement intégré de l'OTAN, le président français, Nicolas Sarkozy, a demandé en retour que les États-Unis appuient une politique européenne forte en matière de sécurité et de défense. Reste à voir si les trois grands de l'Europe, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, réussiront à s'entendre sur ce que devrait être la future politique de sécurité de l'Europe. En tenant compte de ces questions, l'Administration

Obama devra s'assurer que les stratégies de l'OTAN et de l'UE en matière de sécurité sont conçues comme complémentaires plutôt que concurrentes s'il veut consolider les relations transatlantiques.

### **B. Les élections de mi-mandat en 2010**

La politique nationale aux États-Unis risque de continuer d'éclipser l'ordre du jour en politique étrangère en 2010 alors que l'Administration Obama lutte contre une récession et un ralentissement généralisé du marché de l'emploi. Bien que des signes d'amélioration économiques aient commencé à apparaître, il reste encore beaucoup de travail à faire dans ce domaine avant que la Maison-Blanche puisse poursuivre son ordre du jour ambitieux sur la scène internationale.

Le plus grand défi pour l'Administration Obama est l'interconnexion des questions de sécurité régionale, qui complexifie sa stratégie en politique étrangère. Par exemple, la Maison-Blanche doit obtenir la coopération de la Russie sur la question du contrôle des armements, de la sécurité européenne, de l'élargissement de l'OTAN et de la prolifération nucléaire, en évitant de lier ces enjeux aux questions de droits de la personne ou de politique énergétique, deux dossiers critiques sur lesquels Washington et Moscou ne s'entendent pas. Le président Obama doit également réaffirmer son engagement en Afghanistan tout en se concentrant sur la question irakienne. Enfin, il doit assurer la sécurité des États-Unis, une tâche de plus en plus difficile étant donné la diversité et l'originalité des menaces auxquelles ils font face aujourd'hui.

Si le président Obama est en mesure de remplir partiellement ses principales promesses électorales dans le domaine de la politique étrangère, son parti sera en bonne position pour conserver la majorité au Congrès après les élections de mi-mandat de 2010. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si Obama a choisi de mettre fin aux opérations de combat en Irak d'ici août 2010, soit quelques semaines avant les élections de mi-mandat. Le président souhaite pouvoir se présenter devant les électeurs en indiquant que les deux tiers des soldats d'Irak sont de retour au pays. Cela aurait inévitablement un effet positif auprès de l'opinion publique et favoriserait la réélection de candidats démocrates au Congrès en novembre 2010. Toutefois, si Obama devait connaître des difficultés avec le retrait des troupes d'Irak et être incapable de maintenir l'appui de ses alliés en Afghanistan, ou si son leadership devait subir une crise de

confiance<sup>55</sup>, le contexte politique pourrait changer rapidement à la faveur des républicains.

### C. Au-delà des luttes partisans

Le débat qui a cours à Washington à l'heure actuelle sur les changements réels apportés à la politique étrangère sous l'Administration Obama ne peut être dissocié de la lutte partisane entre démocrates et républicains. Des experts près du Parti républicain, comme Robert Kagan ou Christian Brose, considèrent qu'il y a peu de changements réels dans la politique d'Obama et concluent que le nouveau président n'a apporté que des changements cosmétiques aux politiques adoptées par le président Bush lors de son deuxième mandat<sup>56</sup>. Les sympathisants démocrates, eux, prétendent le contraire.

À la lumière de l'analyse précédente, et en mettant de côté les luttes partisans, nous pouvons conclure que l'Administration Obama a opéré de véritables changements dans le domaine de la politique étrangère. La nouvelle stratégie *Af-Pak* et le retrait graduel des soldats d'Irak marquent ce changement. À cela, il faut ajouter la stratégie multilatérale de rapprochement avec les alliés tels que le Canada et les autres États de l'alliance atlantique, ainsi qu'une tentative de renouvellement des rapports avec la Russie. Finalement, la main tendue à l'Iran par l'Administration Obama, un État qualifié d'« État voyou » jusqu'à tout récemment, conduira peut-être à un changement réel dans les rapports entre Washington et Téhéran.

Il est encore tôt pour évaluer les effets de ces changements politiques. L'année 2010 permettra à l'Administration Obama de mieux mesurer ces effets et d'apporter les corrections nécessaires à sa politique étrangère.



1. Selon le MANAGING GLOBAL INSECURITY PROJECT, « President Obama's First 100 Days. Managing Global Insecurity Project Recommendations and an Evaluation of US Global Engagement », Brookings Institute, 1<sup>er</sup> mai 2009, [www.brookings.edu/reports/2009/~/media/Files/rc/reports/2009/0501\\_obama\\_mgi/0501\\_obama\\_mgi.pdf](http://www.brookings.edu/reports/2009/~/media/Files/rc/reports/2009/0501_obama_mgi/0501_obama_mgi.pdf).
2. James CAMPBELL, *The Presidential Pulse of Congressional Elections*, University Press of

- Kentucky, 2<sup>e</sup> éd., 1997, chapitre 4.
3. Hillary CLINTON, « Council on Foreign Relations Address by Secretary of State Hillary Clinton », *Council on Foreign Relations*, Washington, 15 juillet 2009, [www.cfr.org/publication/19840/](http://www.cfr.org/publication/19840/). Consulter aussi OFFICE OF THE PRESS SECRETARY, « Remarks by the President on a New Beginning », Le Caire, Égypte, 4 juin 2009, [www.whitehouse.gov/the\\_press\\_office/Remarks-by-the-President-at-Cairo-University-6-04-09/](http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-by-the-President-at-Cairo-University-6-04-09/).
  4. *Ibid.*
  5. Discours du président, le 27 mars 2009 : « A New Strategy for Afghanistan and Pakistan », 2009, [www.whitehouse.gov/the\\_press\\_office/Remarks-by-the-President-on-a-New-Strategy-for-Afghanistan-and-Pakistan/](http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-by-the-President-on-a-New-Strategy-for-Afghanistan-and-Pakistan/).
  6. Jeff A. BREINHOLT, « Counterterrorism Cooperation and the Silver Bullet. A Game Theory Illustration », Working Paper, US Department of Justice, 7 juin 2006, [ssrn.com/abstract=907342](http://ssrn.com/abstract=907342).
  7. Dan BALZ, « Have We Forgotten Iraq ? », *The Washington Post*, 1<sup>er</sup> juillet 2009.
  8. Steven Donald SMITH, « Bush in Kabul. Afghanistan's Democracy Inspirational », *US Department of Defense*, mars 2006, [www.defenselink.mil/news/newsarticle.aspx?id=15307](http://www.defenselink.mil/news/newsarticle.aspx?id=15307).
  9. Le général James Jones, conseiller à la Sécurité nationale, déclarait en début d'année que l'Administration Bush avait accordé trop d'attention à la reconstruction militaire du pays au détriment des autres aspects de la mission tels que le développement économique et le renforcement des liens diplomatiques avec les talibans modérés. Dennis Blair, le directeur du renseignement américain, a quant à lui indiqué que les services de renseignement manquaient d'informations concernant la structure du pouvoir afghan, des informations pourtant nécessaires pour mener à bien l'offensive contre les insurgés talibans ; Peter BAKER et Thom SHANKER, « Obama Sets New Afghan Strategy », *The New York Times*, 27 mars 2009. Quant à Richard Holbrooke, le représentant spécial du département d'État pour l'Afghanistan et le Pakistan, il a déclaré dès son entrée en fonction que la guerre en Afghanistan allait être plus difficile que celle menée en Irak, préparant ainsi l'opinion publique américaine à une campagne coûteuse en hommes et en ressources financières ; Nicholas KULISH et Helene COOPER, « Holbrooke Says Afghanistan War 'Tougher Than Iraq' », *The New York Times*, 9 février 2009.
  10. MAISON-BLANCHE, *White Paper of the Interagency Policy Group's Report on US Policy toward Afghanistan and Pakistan*, mars 2009, [www.whitehouse.gov/assets/documents/Afghanistan-Pakistan\\_White\\_Paper.pdf](http://www.whitehouse.gov/assets/documents/Afghanistan-Pakistan_White_Paper.pdf).
  11. *Ibid.*, p. 3.
  12. Michael E. O'HANLON, « We Might Still Need More Troops in Afghanistan », *Brookings Institution*, 14 juillet 2009, [www.brookings.edu/opinions/2009/0707\\_afghanistan\\_ohanlon.aspx](http://www.brookings.edu/opinions/2009/0707_afghanistan_ohanlon.aspx). La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de l'OTAN regroupe à l'heure actuelle 61 000 soldats provenant de 42 pays, dont 26 pays membres de l'OTAN.
  13. John PRADOS, « The AfPak Paradox », *Foreign Policy in Focus*, 1<sup>er</sup> avril 2009, [www.fpif.org/fpifxt/6006](http://www.fpif.org/fpifxt/6006).
  14. *Ibid.*
  15. Selon l'Associated Press, le Département de la défense aurait également ordonné plus de 40 attaques de missiles contre des cibles terroristes au Pakistan près de la frontière avec l'Afghanistan depuis août 2008. Le Pentagone nie cependant ces allégations ; Munir

- AHMAD, « Suspected US Missile Kills 10 in Pakistan », *The Washington Post*, 8 juillet 2009.
16. Helene COOPER et Sheryl Gay STOLBERG, « Obama Ponders Outreach to Elements of Taliban », *The New York Times*, 8 mars 2009.
  17. Fotini CHRISTIA et Michael SEMPLE, « Flipping the Taliban. How to Win in Afghanistan », *Foreign Affairs*, vol. 88, n° 4, 2009, p. 40.
  18. Peter BAKER et Thom SHANKER, « Obama Unveils Afghan Plan to Add Troops and Set Goals », *The New York Times*, 26 mars 2009.
  19. Fotini CHRISTIA et Michael SEMPLE, *op. cit.*, p. 44.
  20. David Morgan, « US Push in South Afghanistan Lacks Afghan Troops », *The Washington Post*, 8 juillet 2009. En janvier 2009, les dirigeants militaires en Afghanistan ont demandé l'envoi de 30 000 soldats additionnels, alors que le président Obama a accepté l'envoi de 17 000 soldats.
  21. Gilles DORRONSORO, « Obama's Afghanistan Policy Q&A Transcript », *Carnegie Endowment for International Peace*, 23 mars 2009, [www.carnegieendowment.org/files/Obamas\\_Afghanistan\\_Policy\\_QA\\_Transcript.pdf](http://www.carnegieendowment.org/files/Obamas_Afghanistan_Policy_QA_Transcript.pdf). Gilles DORRONSORO, « The Taliban's Winning Strategy in Afghanistan », *op. cit.*, [www.carnegieendowment.org/files/taliban\\_winning\\_strategy.pdf](http://www.carnegieendowment.org/files/taliban_winning_strategy.pdf).
  22. Morton ABRAMOWITZ, « The AfPak Bailout », *The National Interest online*, 13 avril 2009, [www.nationalinterest.org](http://www.nationalinterest.org). Morton Abramowitz a été ambassadeur des États-Unis en Turquie et adjoint spécial du secrétaire à la Défense dans les années 1970. Plus récemment, il a été président du Carnegie Endowment for International Peace.
  23. Karen DEYOUNG, « Obama Announces Plans for More Funding for Afghan War », *The Washington Post*, 27 mars 2009.
  24. Dans les faits, les États-Unis sont en guerre contre la Corée du Nord depuis 1950 puisqu'aucun traité de paix n'a été signé entre ces deux États en 1953, ce qui en fait techniquement la plus longue guerre de l'histoire des États-Unis.
  25. Les plus récents chiffres peuvent être trouvés à l'adresse [www.icasualty.org](http://www.icasualty.org).
  26. Calculs des auteurs à partir des données disponibles sur [www.icasualty.org](http://www.icasualty.org).
  27. Il faut noter que la stratégie du président Obama est différente de celle prônée par le candidat Obama aux élections présidentielles, qui consistait à retirer *tous* les soldats américains d'Irak dans un délai de seize mois tout en laissant sur place suffisamment de soldats pour assurer la sécurité de l'ambassade et une brigade antiterroriste (bien qu'aucun chiffre n'ait été fourni, on estime que les troupes restantes auraient été de beaucoup inférieures aux estimations actuelles de 35 000 ou 50 000). Voir son discours du 19 mars 2008, [www.cfr.org/publication/15761/obamas\\_speech\\_on\\_iraq\\_march\\_2008.html#](http://www.cfr.org/publication/15761/obamas_speech_on_iraq_march_2008.html#). L'expression « retrait des soldats » (*troop withdrawal*) a de plus en plus été remplacée par l'expression « réduction des troupes » (*troop drawdown*) depuis son entrée en fonction. Il est probable que ces changements s'expliquent par les renseignements supplémentaires que l'on obtient en entrant au pouvoir. Pour en savoir plus sur la manière dont les renseignements obtenus en entrant au pouvoir influencent la politique étrangère ; Kenneth SCHULTZ, « Do Democratic Institutions Constrain or Inform. Contrasting Institutional Perspective on Democracy and War », *International Organization*, vol. 53, n° 2, 1999, pp. 233-266.
  28. MANAGING GLOBAL INSECURITY PROJECT, *President Obama's First 100 Days...*, p. 14. En

- dépité de cette affirmation, Obama a fait savoir, dans son discours du 27 février 2009, que son équipe pour la sécurité nationale avait terminé son examen et formulé des recommandations sur l'avenir de l'Irak, [www.whitehouse.gov/the\\_press\\_office/Remarks-of-President-Barack-Obama-Responsibly-Ending-the-War-in-Iraq/](http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-of-President-Barack-Obama-Responsibly-Ending-the-War-in-Iraq/)
29. Hill a une grande expérience en Asie et dans les Balkans mais aucune au Moyen-Orient, ce qui a suscité de vives critiques à l'endroit d'Obama ; « Chris Hill is Wrong Choice for Iraq », éditorial du *Washington Times*, 25 mars 2009.
  30. « US Troops. Iraqis Ready for Obama Timetable », *USA Today*, 27 février 2009, [www.usatoday.com/news/world/2009-02-27-iraqtimetable\\_N.htm](http://www.usatoday.com/news/world/2009-02-27-iraqtimetable_N.htm).
  31. Ce sondage est le sixième d'une série de sondages menés par ce groupe. Le sondage porte sur un échantillon de 2 228 répondants, [www.csis.org/media/csis/events/090504\\_langer\\_iraq-csis.pdf](http://www.csis.org/media/csis/events/090504_langer_iraq-csis.pdf).
  32. En appuyant la résolution de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies du 20 avril 2001.
  33. Jay SOLOMAN et Jonathan WEISMAN, « US willing to roll back missile-defense plans in Europe », *Wall Street Journal*, 3 mars 2009.
  34. Clifford LEVY et Peter BAKER, « US-Russia Nuclear Agreement is First Step in Broader Effort », *The New York Times*, 6 juillet 2009.
  35. La Corée du Nord s'en est retirée le 14 avril 2009, au lendemain de l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'extension des sanctions contre elle en réaction à l'essai (raté) d'un missile balistique intercontinental début avril.
  36. Discours du président à l'Université du Caire, le 4 juin 2009, [www.whitehouse.gov/the\\_press\\_office/Remarks-by-the-President-at-Cairo-University-6-04-09](http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-by-the-President-at-Cairo-University-6-04-09).
  37. L'éminent politologue Walter Mebane, de l'Université du Michigan, a déclaré, dans le cadre d'une recherche comparant les données électorales de 2005 et celles de 2009, que son modèle ne pouvait pas prouver qu'il y avait eu fraude électorale, mais qu'il l'incitait « très fortement à croire qu'il y a eu une fraude généralisée, où le nombre de votes pour Ahmadinejad aurait été gonflé de manière importante » ; Walter MEBANE, *Note on the Presidential Election in Iran*, 2009, p. 25, [www-personal.umich.edu/~wmebane/note18jun2009.pdf](http://www-personal.umich.edu/~wmebane/note18jun2009.pdf)
  38. Voir [www.msnbc.msn.com/id/31507917/ns/world\\_news-mideastn\\_africa](http://www.msnbc.msn.com/id/31507917/ns/world_news-mideastn_africa). Voir également le discours du président sur l'Iran, le 20 juin 2009, [www.whitehouse.gov/the\\_press\\_office/Statement-from-the-President-on-Iran](http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Statement-from-the-President-on-Iran).
  39. Robert PUTNAM, « Diplomacy and Domestic Politics. The Logic of Two-Level Games », *International Organization*, vol. 42, n° 3, pp. 427-460.
  40. Joe KLEIN et Nahid SIAMDOUST, « The Man Who Could be Ahmadinejad. Mousavi Talks to TIME », *Time*, 12 juin 2009, [www.time.com/time/world/article/0,8599,1904343-2,00.html](http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1904343-2,00.html)
  41. Glenn KESSLER, « N. Korea Escalates War of Words. Calls Clinton Vulgar, Unintelligent », *The Washington Post*, 23 juillet 2009.
  42. Glenn KESSLER, « An Early Test for Obama's Engagement Policy », *The Washington Post*, 26 mai 2009.
  43. À titre d'exemple, le président Obama et le premier ministre Harper ont annoncé leur intention d'investir respectivement 3,4 milliards et 1 milliard de dollars en recherche et développement afin de lutter contre les émissions de carbone sur le continent.

44. Colin ROBERTSON, « After Obama's First Hundred Days. The Pursuit of the Ottawa Agenda and the Need for a Permanent Campaign », *Canadian Defence & Foreign Affairs Institute*, mai 2009, [www.cdfai.org/PDF/After%20Obamas%20First%20Hundred%20Days.pdf](http://www.cdfai.org/PDF/After%20Obamas%20First%20Hundred%20Days.pdf).
45. *Ibid.*
46. Christopher SANDS, « Toward a New Frontier. Improving the US-Canadian Border », *The Brookings Institution*, 2009, [www.brookings.edu/~media/Files/rc/reports/2009/0713\\_canada\\_sands/0713\\_canada\\_report.pdf](http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/reports/2009/0713_canada_sands/0713_canada_report.pdf).
47. Jonathan PAQUIN, « Canadian Foreign and Security Policy. Reaching a Balance Between Autonomy and North American Harmony in the 21st Century », *La politique étrangère du Canada*, vol. 15, n° 2, 2009.
48. CNN, « Canada's Harper doubts Afghan insurgency can be defeated », 2 mars 2009, [www.cnn.com/2009/WORLD/asiapcf/03/02/canada.afghanistan/index.html](http://www.cnn.com/2009/WORLD/asiapcf/03/02/canada.afghanistan/index.html).
49. *La Presse*, « Le Canada pourrait rester en Afghanistan après 2011 », 18 mai 2009.
50. J.L. GRANATSTEIN, « Afghanistan. Going... Going... Gone ? », *The Globe and Mail*, 21 juillet 2009.
51. Brian FLEMMING, « Canada-US Relations in the Arctic. A Neighbourly Proposal », *Canadian Defence & Foreign Affairs Institute*, décembre 2008, [www.cdfai.org/PDF/Canada-U.S.%20Relations%20in%20the%20Arctic%20%20A%20Neighbourly%20Proposal.pdf](http://www.cdfai.org/PDF/Canada-U.S.%20Relations%20in%20the%20Arctic%20%20A%20Neighbourly%20Proposal.pdf). En délaissant le canal de Panama pour le passage du Nord-Ouest, les bateaux commerciaux qui relient l'Asie et l'Europe pourront faire une économie d'environ 7 000 kilomètres, réduisant les coûts de transport et les délais de livraison des marchandises.
52. Rob HUEBERT, « Northern Interests and Canadian Foreign Policy », *Canadian Defense and Foreign Affairs Institute*, 2008, [www.cdfai.org/PDF/Northern%20Interests%20and%20Canadian%20Foreign%20Policy.pdf](http://www.cdfai.org/PDF/Northern%20Interests%20and%20Canadian%20Foreign%20Policy.pdf).
53. *Ibid.*
54. *Ibid.*
55. Une crise de confiance pourrait être provoquée, par exemple, par l'échec de certaines initiatives intérieures importantes, comme la réforme du système de santé et la reprise économique.
56. Christian BROSE, « The Making of George W. Obama », *Foreign Policy*, vol. 170, 2009, pp. 53-55.